



L'arc lémanique plébiscite ses multinationales

PIERRE CORMON

ÉTUDE Une étude montre que les habitants de l'arc lémanique ont globalement une opinion positive ou très positive de la présence des multinationales.

L'apport des multinationales à l'économie lémanique est bien documenté: il a notamment fait l'objet d'une étude l'an dernier.

Mais qu'en pensent les habitants? Personne ne le leur a demandé. C'est désormais chose faite, avec une étude commandée à l'Institut MIS Trend par le Groupement des Entreprises Multinationales (GEM), basée notamment sur un sondage auprès de sept cent trois personnes. Résultat: trois quarts des sondés

ont une opinion positive ou très positive de leur présence – contre 14% en ayant une opinion peu ou pas positive. Les appréciations favorables dominent aussi bien chez les personnes qui penchent à droite qu'à gauche que chez celles qui se disent apolitiques.

Emploi

C'est notamment le rôle des multinationales en matière d'emploi qui est souligné par les sondés, ainsi que la notoriété et le gain d'image qu'elles apportent à la région. Leur apport aux finances publiques

retient moins l'attention: il n'est cité spontanément que par 18% des personnes jugeant positivement leur présence.

Cet apport est pourtant considérable. Près de deux tiers des recettes fiscales genevoises sont dues directement ou indirectement au secteur international (multinationales, ONG, organisations internationales, sous-traitants locaux, etc.), a calculé l'étude publiée l'an dernier, menée par plusieurs hautes écoles à la demande de la Fondation pour Genève.

Préoccupations

Quelques points négatifs apparaissent cependant: trois quarts des sondés estiment que la présence des multinationales joue un rôle dans l'augmentation du prix des logements et 70% dans l'augmentation des problèmes de mobilité. Des pré-

occupations auxquelles le GEM compte répondre dans sa communication.

«Ces résultats montrent que la population a pleinement conscience de l'apport essentiel des multinationales», estime François Rohrbach, président du GEM. «Nous disposons de

bases solides pour sensibiliser la population et les élites à certains enjeux». Quatre thèmes préoccupent particulièrement l'organisation.

● La main-d'œuvre

Le secteur international ne peut prospérer qu'en ayant accès à une main-d'œuvre qualifiée. «L'arc lémanique doit continuer à attirer les meilleurs talents internationaux, tout en développant les compétences locales», résume François Stettler, vice-président du GEM. Il faudra le garder à l'esprit au moment de voter sur l'initiative de l'UDC voulant limiter la population suisse à dix millions, ainsi qu'au troisième paquet d'accords bilatéraux avec l'Union européenne. L'acceptation de l'une ou le refus de l'autre pourrait grandement fragiliser le secteur international et tous ceux qui en dépendent localement.

● La responsabilité sociale et environnementale

«La compétitivité, l'attractivité et la responsabilité ne s'opposent pas, elles se complètent», estime Olivier Straub, vice-président du GEM, responsable de la commission affaires publiques. Encore faut-il trouver le meilleur dosage. Le GEM soutient donc sans réserves le Conseil fédéral, qui a décidé d'opposer un contre-projet indirect à la nouvelle initiative sur les multinationales responsables, déposée ce printemps. Le GEM prône l'adoption d'obligations légales en la matière, calquées sur celles de

l'Union européenne. Pas des règles plus sévères, comme celles que propose l'initiative.

● Aménager la fiscalité

La Suisse a longtemps joué d'un avantage compétitif en matière de taxation des multinationales en leur accordant des avantages fiscaux. Ce n'est plus le cas depuis qu'elle a mis en œuvre une règle internationale préconisant une taxation d'au moins 15% des bénéficiaires. La taxation des multinationales a depuis augmenté de manière significative. «Elle ne permet plus de compenser d'autres désavantages, comme les coûts élevés», constate Pierre de Pena, vice-président du GEM, responsable de la commission fiscalité.

Le GEM recommande donc de compenser la disparition de cet avantage par des outils favorisant la recherche et développement, à l'exemple de Bâle-Ville et de Lucerne. Ces deux cantons

travaillent à la mise en place de mécanismes leur permettant de prendre en charge une partie des dépenses en recherche et en personnel des entreprises, dans certains secteurs jugés prioritaires. Ils seront accessibles à tous les types d'entreprises, quelle que soit leur taille. Le coût de ces mécanismes sera quoi qu'il en soit moindre que les recettes fiscales supplémentaires apportées par les multinationales et, notamment, le secteur du négoce, ces dernières années, souligne Pierre



de Pena.

● L'accès aux marchés étrangers

Une multinationale, par définition, est active sur de nombreux marchés. Elle a besoin de relations stables entre les pays où elle déploie ses activités. «Il faut renforcer les traités de libre-échange et nos accords bilatéraux avec l'Union européenne», plaide Larissa Robinson, secrétaire générale du GEM. ■



Gilbert Ghostine, président de Sandoz, Rahul Sahgal, directeur Chambre de commerce Suisse-USA, Nathalie Fontanet, Conseillère d'Etat et Ivan Slatkine, président FER Genève.



François Rohrbach, président du GEM, et Stéphanie Ruegger, directrice politique générale, FER Genève.

55 ans, ça se fête!

Empêché par la pandémie de marquer son demi-siècle, le Groupement des entreprises multinationales (GEM), a décidé de rattraper cet anniversaire en beauté, ce mercredi, au Bâtiment des forces motrices. Le thème de la soirée «Un monde sans frontières: utopie ou réalité», a donné lieu à

des débats de haut niveau. Un mot, l'agilité, est revenu dans la bouche de tous les orateurs. Selon François Rohrbach, président du GEM, c'est l'une des clés de réussite dans un monde troublé par les incertitudes géopolitiques et la guerre commerciale menée par les Etats-Unis. Il a mis en avant la force des entreprises multinationales romandes, ancrées localement et ouvertes sur le monde, rappelant que ces sociétés ne vivent pas en vase clos, mais génèrent au contraire un écosystème qui profite à l'ensemble de la région. Avec des droits de douane américains à 39%, l'intervention de Rahul Sahgal, directeur de la chambre de commerce Suisse-USA, était très attendue. Ces taxes concernent 10% des exportations suisses, les services, la pharma et l'or en étant actuellement exemptés. Il a souligné les forces de la Suisse, parmi lesquelles un droit du travail souple et le fait que de nombreuses entreprises suisses sont globalisées et produisent aux

Etats-Unis pour le marché étasunien et en Chine pour le marché chinois.

«Un monde sans frontières est une utopie totale, c'est même l'incarnation de l'utopie», s'est exclamé Hubert Védrine, ancien ministre français, en ouverture de son intervention. Il a rappelé que les frontières sont tant physiques, technologiques que fiscales et qu'il faut les gérer intelligemment. Il avance que la mondialisation continuera, mais reconfigurée. Face à une situation politique de plus en plus difficile pour les pays démocratiques, gangrenés par des prises de parole «hystériques», les entreprises tirent leur épingle du jeu grâce à leur agilité. Il rejoint ainsi les propos que Guy Parmelin, Conseiller fédéral, a adressé par vidéo à l'assemblée, enjoignant les entreprises à ne pas être «tétanisées». Il a souligné leur «capacité de résilience», indispensable pour faire face aux incertitudes et à la volatilité, «parties pour durer». Delphine Bachmann, Conseillère d'Etat, a rappelé un fait fondamental: «le libre-échange a fondé notre prospérité et continue à le faire». L'ouverture a été sans conteste l'autre mot phare de la soirée, tout comme la responsabilité, au cœur du débat entre Jean Viard, sociologue, et Gilbert Ghostine, président de Sandoz. Ils ont conclu la soirée sur une note d'optimisme, les crises étant aussi de formidables accélérateurs d'innovation. VK